

THÉORIE SOCIOLOGIQUE

CJ. MARCEL

1^{er} semestre

Durée : 3h - Sans document

Traiter au choix sous forme de dissertation l'une des questions suivantes :

- 1) Le concept d'habitus vous paraît-il approprié pour expliquer les phénomènes sociaux ? Justifiez, illustrez.
- 2) En quoi peut-on dire que les phénomènes collectifs s'expriment de façon symbolique ? Illustrez.

SOCIOLOGIE DU CHANGEMENT SOCIAL

(G. UBBIALI)

Durée : 2h
Sans document

Le chômage est un phénomène destructeur des liens sociaux conduisant à de profondes modifications des sociétés, la société française en premier lieu. Commentez et développez ce constat.

SOCIOLOGIE DES STRATIFICATIONS

F. SCHEPENS

1^{er} semestre

Durée : 3h
Sans document

- 1) Expliquez la théorie de la moyennisation de Henri Mendras. *(6 points)*
- 2) Commentez la phrase suivante : « En ce qui concerne la santé, les femmes sont protégées par la domination masculine ». *(7 points)*
- 3) D'après Danielle Kergoat, les femmes ont une identité sociale négative. Comment se construit-elle ? Qu'est-ce que cela implique pour les femmes ? *(7 points)*

Introduction à l'histoire environnementale de l'époque contemporaine

Vous traiterez au choix d'un des deux sujets suivants :

NB : Vous construirez une argumentation claire et fondée sur des exemples historiques précis

Sujet 1 : Dissertation

Pollutions et sociétés à l'ère industrielle (XIX^e – XX^e siècles)

Sujet 2 : Explication de texte

Commenter et expliquer cet extrait du texte posthume de Guy Debord, *La planète malade*, 1971 (Gallimard, 2004):

« La "pollution" est aujourd'hui à la mode, exactement de la même manière que la révolution : elle s'empare de toute la vie de la société, et elle est représentée illusoirement dans le spectacle. Elle est bavardage assommant dans une pléthore d'écrits et de discours erronés et mystificateurs, et elle prend tout le monde à la gorge dans les faits. Elle s'expose partout en tant qu'idéologie, et elle gagne du terrain en tant que processus réel.

Ces deux mouvements antagonistes, le stade suprême de la production marchande et le projet de sa négation totale, également riches de contradictions en eux-mêmes, grandissent ensemble. Ils sont les deux côtés par lesquels se manifeste un même moment historique longtemps attendu, et souvent prévu sous des figures partielles inadéquates : l'impossibilité de la continuation du fonctionnement du capitalisme

L'époque qui a tous les moyens techniques d'altérer absolument les conditions de vie sur toute la Terre est également l'époque qui, par le même développement technique et scientifique séparé, dispose de tous les moyens de contrôle et de prévision mathématiquement indubitable pour mesurer exactement par avance où mène - et vers quelle date - la croissance automatique des forces productives aliénées de la société de classes : c'est à dire pour mesurer la dégradation rapide des conditions mêmes de la survie, au sens le plus général et le plus trivial du terme ».

L3 Sociologie et AMC
UE4 Sciences Sociales et Environnement
Enseignement de Géographie
France : enjeux environnementaux, développement durable et société en transition
Yves Richard
Épreuve de janvier 2015

Commentaire de Documents

Sujet :
La COP21 : à la hauteur des enjeux ?

COMMENT ÉVITER LE CHAOS CLIMATIQUE ?

Tous responsables ?

L'exploitation des ressources fossiles a provoqué l'avènement d'une nouvelle ère géologique. Une prouesse des nations industrialisées et de leurs élites, qui ont bâti leur suprématie sur des échanges écologiques inégaux.

PAR CHRISTOPHE BONNEUIL



ANTHROPOCÈNE : ce mot désigne une nouvelle époque de l'âge de la Terre, ouverte par une humanité devenue force tellurique (1). Le point de déclenchement de ce nouvel âge géohistorique reste sujet à controverse : la conquête et l'ethnocide de l'Amérique ? la naissance du capitalisme industriel, fondé sur les énergies fossiles ? la bombe atomique et la « grande accélération » d'après 1945 ? Mais il y a du moins un constat sur lequel les scientifiques s'accordent : bien plus qu'une crise environnementale, nous vivons un basculement géologique, dont les précédents — la cinquième crise d'extinction, il y a 65 millions d'années, ou l'optimum climatique du miocène, il y a 15 millions d'années — remontent à des temps antérieurs à l'apparition du genre humain. D'où une situation radicalement nouvelle : l'humanité va devoir faire face dans les prochaines décennies à des états du système Terre auxquels elle n'a jamais été confrontée.

L'anthropocène marque aussi l'échec d'une des promesses de la modernité, qui prétendait arracher l'histoire à la nature, libérer le devenir humain de tout déterminisme naturel. A cet égard, les dérèglements infligés à la Terre représentent un coup de tonnerre dans nos vies. Ils nous ramènent à la réalité des mille liens d'appartenance et de rétroaction attachant nos sociétés aux processus complexes d'une planète qui n'est ni stable, ni extérieure à nous, ni infinie (2). En violentant et en jetant sur les routes des dizaines de millions de réfugiés (22 millions aujourd'hui, 250 millions annoncés par l'Organisation des Nations unies en 2050), en attisant injustices et tensions géopolitiques (3), le dérèglement climatique obère toute perspective d'un monde plus juste et solidaire, d'une vie meilleure pour le plus grand nombre. Les fragiles conquêtes de la démocratie et des droits humains et sociaux pourraient ainsi être annihilées.

(1) Paul J. Crutzen, « Geology of mankind », *Nature*, vol. 415, n° 23, Londres, 3 janvier 2002.

(2) Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L'Événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Seuil, Paris, 2013 ; Bruno Latour, *Face à Gaïa. Huit conférences sur le nouveau régime climatique*, La Découverte, coll. « Les Empêcheurs de penser en rond », Paris, 2015.

(3) Lire Agnès Sinaï, « Aux origines climatiques des conflits », *Le Monde diplomatique*, août 2015.

Doc 2 : Aux origines climatiques des conflits

Source : Le Monde Diplomatique, août 2015

Aux origines climatiques des conflits

Ne pouvant plus nier les effets des activités humaines sur le climat, les dirigeants de la planète vont se retrouver à la fin de l'année à Paris pour la 21^e conférence des Nations unies sur le climat (COP21). Mais ils ne semblent pas prendre toute la mesure du problème, alors que les accidents se multiplient. Les mauvaises récoltes en Chine, par exemple, pourraient avoir attisé les « printemps arabes ».

PAR AGNÈS SINAI



ENTRE 2006 et 2011, la Syrie a connu la plus longue sécheresse et la plus importante perte de récoltes jamais enregistrée depuis les premières civilisations du Croissant fertile. Au total, sur les vingt-deux millions d'habitants que comptait alors le pays, près d'un million et demi ont été touchés par la désertification (1), ce qui a provoqué des migrations massives de fermiers, d'éleveurs et de leurs familles vers les villes (2). Cet exode a attisé les tensions provoquées par l'afflux de réfugiés irakiens qui avait suivi l'invasion américaine de 2003. Pendant des décennies, le régime baasiste de Damas a négligé les richesses naturelles du pays, subventionné des cultures de blé et de coton nécessitant beaucoup d'eau et encouragé des techniques d'irrigation inefficaces. Surpâturage et hausse démographique ont renforcé le processus. Les ressources hydriques ont chuté de moitié entre 2002 et 2008.

(1) « Syria : Drought driving farmers to the cities », IRIN News, 2 septembre 2009.

(2) Gary Nabhan, « Drought drives Middle Eastern pepper farmers out of business, threatens prized heirloom chiles », Grist.org, 16 janvier 2010.

(3) « The Arab Spring and climate change », The Center for Climate and Security, Washington, DC, février 2013.

(4) *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America (PNAS)*, vol. 112, n° 11, Washington, DC, 17 mars 2015.

L'effondrement du système agricole syrien résulte d'un jeu complexe de facteurs dont le changement climatique, une mauvaise gestion des ressources naturelles et la dynamique démographique. Cette « combinaison de changements économiques, sociaux, climatiques et environnementaux a érodé le contrat social entre les citoyens et le gouvernement, catalysé les mouvements d'opposition et irréversiblement dégradé la légitimité du pouvoir d'Assad », estiment Francesco Femia et Caitlin Werrell, du Centre pour le climat et la sécurité (3). Selon eux, l'émergence de l'Organisation de l'Etat islamique et son expansion en Syrie et en Irak résultent en partie de la sécheresse. Et celle-ci ne relève pas seulement de la variabilité naturelle du climat. Il s'agit d'une anomalie : « Le changement du régime des précipitations en Syrie est lié à la hausse moyenne du niveau de la mer dans l'est de la Méditerranée, cumulée avec la chute de l'humidité du sol. Aucune cause naturelle n'apparaît dans ces tendances, alors que la sécheresse et le réchauffement corroborent les modèles de réponse à la hausse des gaz à effet de serre », estime la revue de l'Académie des sciences américaine (4).

de la température

Doc 3 : Pollueurs d'hier et d'aujourd'hui

Source : Le Monde Diplomatique, novembre 2015

COMMENT ÉVITER LE CHAOS CLIMATIQUE ?

Pollueurs d'hier et d'aujourd'hui

CÉCILE MARIN, NOVEMBRE 2015

150 000
millions
de tonnes

100 000

50 000

40 000

30 000

20 000

10 000

0

Emissions¹ de CO₂
cumulées depuis 1850

■ Emissions totales de CO₂
supérieures à 100 millions de tonnes

■ Dont émissions
depuis 2000

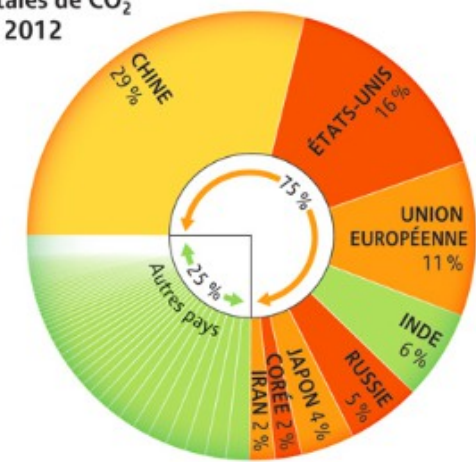
1. Hors émissions UTCF (« utilisation des terres,
leurs changements, et la forêt », cf. www.citepa.org).

Source : World Resources Institute, CAIT Climate
Data Explorer, 2015 (cait.wri.org).

Emissions¹ de CO₂ en 2012
en tonnes par habitant



Répartition des émissions¹
totales de CO₂
en 2012



Doc 4 : Classements des principaux pays par émissions totales en équivalents CO₂ en 2013

Source : Wikipédia

Pays	Émissions de CO ₂ en milliards de tonnes (Gt/an) ³	Émissions de CO ₂ en tonnes par habitant (t/hab./an) ³
<i>Monde entier</i>	35,27	-
 Chine	10,33	7,4
 États-Unis	5,30	16,6
 Union européenne	3,74	7,3
 Inde	2,07	1,7
 Russie	1,80	12,6
 Japon	1,36	10,7
<i>Transport international</i>	1,07	-
 Allemagne	0,84	10,2
 Corée du Sud	0,63	12,7
 Canada	0,55	15,7
 Indonésie	0,51	2,6
 Arabie saoudite	0,49	16,6
 Brésil	0,48	2,0
 Royaume-Uni	0,48	7,5
 Mexique	0,47	3,9
 Iran	0,41	5,3
 Australie	0,39	16,9
 Italie	0,39	6,4
 France	0,37	5,7
 Afrique du Sud	0,33	6,2
 Pologne	0,32	8,5

Doc 5 : Limiter le réchauffement à 2°C est encore possible

Source : Le Devoir, 30 novembre 2015

LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

LE DEVOIR
LIBRE DE PENSER

Limiter le réchauffement à 2 °C est encore possible

De nouveaux efforts doivent être faits, dit l'ONU

Le GIEC a calculé qu'il ne fallait pas émettre plus de 1000 gigatonnes de CO₂ pour avoir de bonnes chances de respecter l'objectif des 2 °C.

Le monde fournit des efforts sans précédent pour lutter contre le réchauffement de la planète, mais il faudra des politiques encore plus volontaristes dans les prochaines années pour espérer limiter la hausse du mercure à 2 °C, a averti vendredi l'ONU.

« *Un effort mondial sans précédent est en cours* » et permet d'envisager de pouvoir rester sous les 2 °C, estime un rapport publié à Berlin, passant en revue les objectifs de réduction des gaz à effet de serre annoncés par 146 pays au 1er octobre (86 % des émissions mondiales).

Mais les Nations unies préviennent que « *des réductions d'émissions de gaz à effet de serre beaucoup plus importantes* » seront nécessaires dans les prochaines années pour rester sous cette limite, au-delà de laquelle les scientifiques redoutent un emballement du système climatique.

Au cours des derniers mois, les 195 pays participant aux négociations sur le climat ont dû plancher sur leurs besoins énergétiques à l'horizon 2025 ou 2030 et formuler des objectifs pour y répondre, tout en limitant les émissions de gaz à effet de serre.

Le verdict de l'ONU tombe un mois avant le coup d'envoi de la COP21, la conférence mondiale sur le climat à Paris (30 novembre-11 décembre), où le premier accord engageant l'ensemble des pays dans la lutte contre le réchauffement est espéré.

Pays par pays

« *Ce rapport montre que les contributions nationales permettent de changer la donne et nous éloignent du pire, c'est-à-dire d'un réchauffement à 4-5 °C ou plus* », a commenté Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères français, futur président de la COP21.

Le ministre rappelle que, selon les experts, les engagements actuels « *nous placent sur une trajectoire entre 2,7° et 3 °C* ».

<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/454049/limiter-le-rechauffement-a-2-c-est-encore-possible>

Note : Le Devoir est un quotidien d'information publié six jours par semaine à Montréal. Il a été fondé le 10 janvier 1910 par le journaliste et homme politique Henri Bourassa. Le fondateur avait souhaité que son journal demeure totalement indépendant et qu'il ne puisse être vendu à aucun groupe, ce qui est toujours le cas cent ans plus tard.

Doc 6 : COP21 : les points clés de l'accord universel sur le climat (par Pierre Le Hir)

Source : Le Monde, 12 décembre 2015

« **Un accord différencié, juste, durable, dynamique, équilibré et juridiquement contraignant.** » C'est en ces termes que le président de la COP21, Laurent Fabius, a présenté l'accord universel sur le climat qui a été adopté par consensus, le samedi 12 décembre au soir, par les 195 Etats participant à la conférence. « Le texte, a-t-il ajouté, constitue le meilleur équilibre possible, un équilibre à la fois puissant et délicat, qui permettra à chaque délégation de rentrer chez elle la tête haute, avec des acquis importants. »

Décryptage des points essentiels.

En dessous de 2 °C, si possible 1,5 °C. L'accord est plus ambitieux que l'objectif initial de la COP21, qui visait à contenir le réchauffement sous le seuil des 2 °C. Il prévoit de le maintenir « bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels » et de « poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C ». Et ce « en reconnaissant que cela réduirait significativement les risques et impacts du changement climatique. » La mention du seuil de 1,5 °C était une revendication portée par les petits Etats insulaires menacés de submersion par la montée des mers. Elle a surtout une portée symbolique et politique, rester sous le plafond de 1,5°C étant irréaliste en l'état actuel des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Ce volontarisme est contrebalancé par la faiblesse de l'objectif à long terme de réduction des émissions mondiales. Il est seulement prévu de viser « un pic des émissions mondiales de gaz à effet de serre dès que possible ». [...]

Rappelons que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) juge nécessaire de baisser de 40 % à 70 % les émissions mondiales d'ici à 2050, pour éviter un emballement climatique incontrôlable.

Sur la base de l'équité. La différenciation des efforts qui doivent être demandés aux différents pays, en fonction de leur responsabilité historique dans le changement climatique et de leur niveau de richesse – ou de pauvreté – a, cette fois encore, cristallisé l'opposition entre Nord et Sud. Le texte rappelle le principe des « responsabilités communes mais différenciées » inscrit dans la Convention onusienne sur le climat de 1992. [...]

100 milliards de dollars, « un plancher ». Pour solder leur « dette climatique », les pays du Nord ont promis à ceux du Sud, en 2009, de mobiliser en leur faveur 100 milliards de dollars (91 milliards d'euros) par an, d'ici à 2020. Les nations pauvres veulent davantage, après 2020, pour faire face aux impacts du dérèglement climatique, sécheresses, inondations, cyclones et montée des eaux. Le texte entrouvre une porte, en faisant de ces 100 milliards « un plancher », qui est donc appelé à être relevé. De plus, « un nouvel objectif chiffré collectif » d'aide financière devra être présenté « avant 2025 ». C'est une nette avancée, même si elle laissera les pays pauvres sur leur faim. [...]

Des engagements revus tous les cinq ans. C'est un point essentiel de l'accord. Les « contributions prévues déterminées au niveau national » annoncées par les Etats, c'est-à-dire leurs promesses de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, sont aujourd'hui nettement insuffisantes pour contenir le réchauffement à un maximum de 2 °C, et a fortiori de 1,5 °C. A ce jour, 190 pays sur 195 ont remis leurs contributions qui, additionnées, mettent la planète sur une trajectoire de réchauffement d'environ 3 °C. Ces engagements seront annexés à l'accord, mais ils n'en font pas partie stricto sensu. Etant volontaires, ils n'ont pas de valeur contraignante. [...]

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

Année: Licence 3^{ème} année

Matière: anglais

Session: janvier 2016

Durée de l'épreuve: 2 heures

Responsable: M. BLANC

Choisir un des deux sujets suivants portant sur le thème de « You can homeschool »:

- 1) Synthèse en anglais (entre 250 et 320 mots environ) correspondant au sujet suivant:**

Write a short newspaper article expressing that homeschooled children are better prepared to live in present-day society than others.

- 2) Traduction en français du passage au verso (inutile de reproduire les parenthèses et les crochets):**

NB: 1) Aucun document autorisé

2) Prière de laisser une marge et de sauter des lignes

T.S.V.P. =>

TRADUCTION :

Homeschooling is a progressive movement around the country and the world, in which parents choose to educate their children at home instead of sending them to a traditional public or private school. Families choose to homeschool for a variety of reasons, including dissatisfaction with the educational options available, different religious beliefs or educational philosophies, and the belief that children are not progressing within the traditional school structure.

The homeschooling movement began growing in the 1970s, when some popular authors and researchers, such as John Holt and Dorothy and Raymond Moore, started writing about educational reform. They suggested homeschooling as an alternative educational option. According to the National Home Education Research Institute, there are now more than two million children being homeschooled in the U.S., with the percentage rapidly increasing by 7 percent to 15 percent each year. Homeschooling is legal in all 50 states and in many foreign countries.

Legal **requirements** (= *exigences*) for homeschooling in the U.S. vary from place to place. Some states have few or no requirements; others ask for (...) standardized testing at certain intervals.
(...)

In almost all areas of the country, parents do not need an education degree to homeschool. Those with young children who have never attended a traditional classroom can begin a home education program when their child turns school age. At that time they will start adhering to the requirements in their particular state.

The process is slightly different for parents who have kids in school already and then decide to homeschool. They must first write a letter of **withdrawal** (= *retrait*) to the school principal or local superintendent. The letter should describe the parents' intent to remove a child from school to begin homeschooling. After the notification, parents continue to follow their district's specific guidelines.

Source: *Homeschooling 101: What is Homeschooling ?*

(<http://www.parents.com/kids/education/home-schooling/what-is-homeschooling/>)